

**2 Politique**

**Conférence de presse du porte-parole du gouvernement**

**Les autorités disposées à travailler avec Jean Ping et les siens pour faire avancer ensemble la démocratie**

J.K.M  
Libreville/Gabon

*Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour de la traditionnelle rencontre entre Alain Claude Bilie-By-Nzé et les journalistes.*

AU cours de la conférence de presse qu'il a animée, hier, à la Maison Georges Rawiri, le porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nzé a réaffirmé la volonté du pouvoir en place de "travailler avec Jean Ping et les siens, pour faire avancer ensemble la démocratie dans notre pays". Cette rencontre du ministre d'État, ministre de l'Économie numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts avec les représentants de la presse nationale

et internationale se situait au lendemain de la remise officielle du rapport de la Mission d'observation électorale (MOE) de l'Union européenne (UE) sur la Présidentielle d'août dernier. Et, tout naturellement, ce point figurait en bonne place dans l'ordre du jour des échanges entre le membre du gouvernement et les journalistes. Pour M. Bilie-By-Nzé, loin des souhaits de certains acteurs politiques, la publication dudit rapport n'a nullement entraîné un cataclysme institutionnel. "Ceux qui s'attendaient à une substitution des institutions actuelles peuvent déchanter et constater que le soleil se lève toujours au Gabon. L'élection présidentielle est derrière nous, les Gabonais doivent se mettre au travail", a-t-il clamé. Ce,

d'autant plus que, selon lui, la MOE n'avait pas pour rôle de proclamer les résultats de l'élection présidentielle, en lieu et place des institutions gabonaises habilitées. Saluant la MOE, tout comme les 1200 autres observateurs présents lors du dernier scrutin présidentiel, Alain Claude Bilie-By-Nzé s'est étonné de ce que ce rapport n'ait pas mentionné les anomalies évidentes constatées dans les procès-verbaux de certains bureaux de votes de Libreville, Bitam et Omboué. Et les appels au génocide de certains candidats. Il s'est également indigné de l'usage que certains voulaient en faire. Surtout que, selon lui, la MOE n'a observé que 10% des bureaux de votes. Et qu'en réalité, "ce rapport ne dit rien de



Alain Claude Bilie-By-Nzé.

nouveau comparativement à celui rendu public en septembre dernier". Non sans avoir relevé les mentions contenues dans sa page de garde. Lesquelles précisent clairement: "ce rapport ne doit pas être invoqué en étant l'expression de l'opi-

nion de l'UE. L'UE ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans ce rapport et décline toute responsabilité ou usage qui peut en être fait". Dans la foulée, il s'est indigné de ce que la MOE ait, au regard de ces conclusions,

stigmatisé la province du Haut-Ogooué. Vu que, selon lui, cette province a toujours voté massivement le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG). Abordant la récente visite d'État du président de la République en Chine, le porte-parole du gouvernement a indiqué que ce séjour a été notamment ponctué par le passage des relations sino-gabonaises en un partenariat de coopération globale bien plus différent de celui existant jusque-là. Il a informé l'opinion que le Premier ministre a instruit le vice-Premier de mettre un terme à un certain nombre de pratiques qu'il a dénoncées dans la presse. Tout en annonçant l'ouverture des négociations avec les personnels en grève dans les médias publics.

**Conférence de presse du porte-parole de Jean Ping  
Appel à s'inscrire à son dialogue national**

C.O.  
Libreville/Gabon

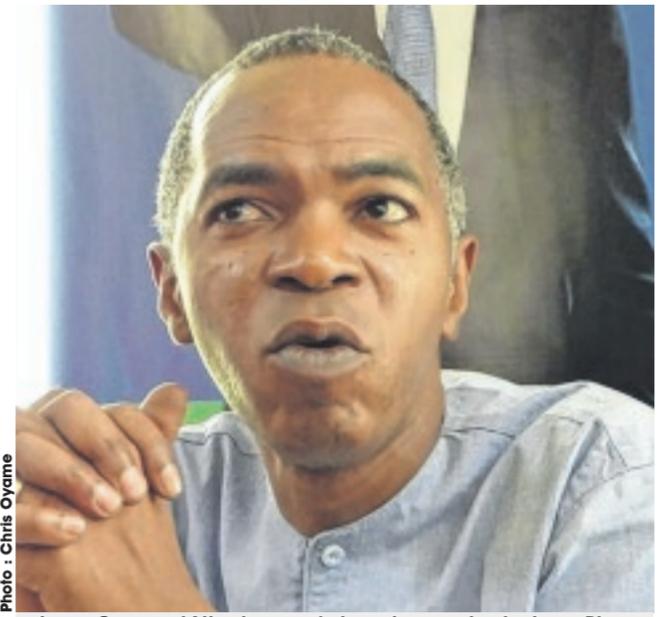
*C'est au cours de l'entretien qu'il a eu, hier, avec la presse, que Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi a insisté sur la participation de tous pour la réussite de ce conclave organisé à l'initiative du candidat malheureux à la dernière présidentielle, Jean Ping.*

JEAN-GASPARD Ntoutoume Ayi, le porte-parole de Jean Ping, était, hier, face à la presse, au quartier général (QG) de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama. Occasion pour ce cadre de l'Union Nationale

(opposition) de fixer l'opinion sur les actions de son champion, Jean Ping, dans un futur proche. A cette occasion, Ntoutoume Ayi a invité tous les compatriotes à aller se faire inscrire, pour participer au "Dialogue national inclusif et sans tabou" organisé à l'initiative de Jean Ping, du 18 au 23 décembre prochain. Car, a-t-il indiqué, « les Gabonais doivent prendre leur destin en main ». Non sans rappeler que le pays est bloqué à tous les niveaux depuis plusieurs années. Avant d'indiquer que lesdites inscriptions ont lieu au quartier général de campagne de l'ancien président de la

Commission de l'Union Africaine, sis au quartier Charbonnages. Il a saisi cette opportunité pour revenir, une fois de plus, sur certaines exigences de son camp, notamment la relaxe de toutes les personnes incarcérées, selon lui, arbitrairement, avant l'élection et pendant des violences post-électorales. Tout en soutenant que les assises de la semaine prochaine devront également aborder la question d'une enquête internationale sur les exactions commises par le pouvoir lors de la crise post-électorale, il n'a pas moins insisté sur la revendication de la victoire de

Jean Ping à l'issue de ce scrutin présidentiel. La remise du rapport final de la Mission d'observation électorale de la commission de l'Union Européenne (MOE), était aussi à l'ordre du jour de cette sortie médiatique. Tout en annonçant la tenue, à Nairobi (Kenya), la semaine prochaine, de l'assemblée paritaire ACP et UE, il a informé les journalistes de ce que l'UE va traiter la question de la récente élection présidentielle gabonaise, en s'appuyant sur l'article 96 des accords de Cotonou. "C'est l'une des actions dont dispose l'UE pour trouver la suite à donner à ce rap-



Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, porte-parole de Jean Ping.

port", a-t-il fait remarquer. S'agissant des rumeurs persistantes sur certains « projets de Jean Ping », l'orateur a dit que son can-

didat n'a pas prévu de composer un gouvernement, ni de prêter serment tant qu'il n'a pas récupéré sa victoire électorale.

**Congrès extraordinaire de l'Union nationale des forgerons (UNAF)  
Les assises de la refondation**

SM  
Libreville/Gabon

LA Chambre de Commerce de Libreville a prêté son cadre, samedi dernier, à l'Union nationale des forgerons (UNAF), parti politique de l'opposition, présidé par Thierry d'Argendieu Kombila. A l'occasion de l'organisation de son premier congrès, baptisé congrès extraordinaire de la refondation dont Avec l'objectif est de normaliser cette formation politique. Conformément aux obligations statutaires qui, selon son président, recommandent "d'organiser un congrès tous les trois ans". Tel que l'exige le Conseil national de la Démocratie (CND). Ainsi, tout ou presque, au sein de l'UNAF, a été revu au



Les membres du bureau de ces assises, au tour du président du parti, Thierry d'Argendieu Kombila (micro) face aux congressistes (à gauche).

scanner par l'ensemble de ces délégués qui ont pris part à ces assises. Excepté le président et le parti, des changements sont intervenus à l'issue de cette rencontre. Notamment, la couleur symbolique de cette formation, le logo, les statuts du parti, etc. Non sans compter son programme de politique générale. Le congrès a donc, décidé de

changer le logo en adoptant le masque Kota de "portée universelle" comme signe d'identification du parti. Le vert de la forêt, "ressource spirituelle et matérielle" est désormais la couleur officielle de l'UNAF. Tout comme le rapport final indique que, les fondateurs devront dorénavant perdre leurs droits moraux en cas de démission ou de non par-



ticipation aux activités du parti pendant un an. Quant à son programme de gouvernance politique, le congrès a arrêté de façon consensuelle, sa vision. Estimant qu'une formation politique viable devrait, selon toute attente, proposer une offre politique pour la société, pour le pays. C'est donc pour répondre à cette attente que l'ensemble des

conseillers de l'Union nationale des forgerons (UNAF) ont bâti un projet de gouvernance dit de "prospérité". Lequel est basé essentiellement sur un ensemble de propositions pour repenser l'organisation de l'état partisan, construire une véritable économie de service qui prend appui sur des Petites et moyennes entreprises et Petites et

moyennes industries (PME/PMI). Ce parti ayant soutenu le candidat Jean Ping à la présidentielle dernière, s'est officiellement prononcé favorable au dialogue national inclusif, et sa participation à ces assises souhaitées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Non sans évoquer certaines conditions préalables. À savoir, «la libération des prisonniers politiques, le rétablissement des bourses aux étudiants de la diaspora, le dédommagement des familles endeuillées et autres victimes de la crise post-électorale, la médiation du dialogue par la communauté internationale approuvée, puis la prise d'un décret fixant la norme d'application des décisions de ces assises».